Frontière d'empire, présences des Suds du Nord à l'Est

par Pascal Blanchard, Nicolas Bancel, Ahmed Boubeker et Eric Deroo

Le Nord-Est constitue un espace-frontière historiquement cohérent, regroupant le Nord-Pas-de-Calais, la Picardie, la Champagne-Ardenne, l'Alsace, la Lorraine et une partie de la Franche-Comté. Cohérente dans ses rapports aux Suds, puisqu'elle est d'abord une destination obligée pour les soldats de l'empire colonial au moment des grands conflits avec le voisin allemand, mais aussi un lieu de cantonnement durant tout l'entre-deux-guerres.

Cette forte présence des soldats coloniaux est une spécificité majeure de la région, marquant les *immigrations coloniales* jusqu'à la fin de la Seconde Guerre mondiale. Cohérente également par ses activités minières et industrielles, bassin historiquement formé lors de la révolution industrielle et qui ne cessera d'être une zone d'attraction des travailleurs immigrés, jusqu'aux grandes restructurations des années 70. Cohérente, aussi, par sa vocation de région-frontière : ouverte sur le Sud à travers le port de Dunkerque, qui devient une « porte impériale », et les migrations coloniales et postcoloniales cheminant vers elle par le centre de la France ; ouverte aussi au nord et à l'est sur la Belgique, le Luxembourg, la Hollande, l'Allemagne et la Suisse. La frontière avec la Belgique est une zone perméable, qui permet le passage des immigrés des Suds venant, dès les années 50, chercher du travail ; la frontière avec l'Allemagne, empruntée par les armées durant les conflits, deviendra également, plus tard, un lieu de transit pour les immigrations postcoloniales turques[1] et asiatiques. Et ouverte à l'ouest, vers la mer et la Grande-Bretagne, lorsque la région devient le lieu d'un mouvement épisodique pour les immigrés se rendant — clandestins ou non — vers la grande île. Ces enjeux transfrontaliers conditionnent, ici plus qu'ailleurs, des ruptures bien différentes de celles qui structurent l'histoire des flux migratoires intra-européens des Polonais, des Italiens, des Espagnols ou des Belges, ou l'immigration dans les autres régions françaises.

Le Nord-Est, parcouru et occupé par les soldats venus d'outre-mer, destination et lieu de passage des immigrations des Suds, est donc une « frontière d'empire », plus précisément la frontière nord de cet empire colonial pensé et perçu alors comme s'étendant de Dunkerque à Tamanrasset. Espace cohérent, le Nord-Est n'en regroupe pas moins une vingtaine de départements et des villes capitales régionales comme Lille, Roubaix, Dunkerque, Calais, Arras, Valenciennes, Amiens, Nancy, Metz, Strasbourg ou Besançon, qui ont toutes développé une histoire propre, en fonction des époques, des populations migrantes[2] ou des spécificités industrielles, minières ou agricoles développées.

---

[1] TAPIA Stéphane (de), *Migrations et diasporas turques. Circulation migratoire et continuité territoriale (1957-2004)*, Paris, Maisonneuve et Larose, 2006.

[2] Les « populations migrantes » rassemblent ici les soldats coloniaux (venus pour les conflits ou en casernes), les étrangers au sens juridique du terme (personnes qui n'ont pas de citoyenneté française), les immigrés (personnes habitant en France mais qui n'y sont pas nées, ce qui ne se limite pas exclusivement aux étrangers et intègre, par exemple, l'ensemble des rapatriés ou les réfugiés).

Cette étonnante relation à l'empire ne manque pas de surprendre tout au long des XIXe et XXe siècles. Le point de départ semble en être la guerre de 1870 et l'arrivée des contingents indigènes aux côtés des troupes françaises métropolitaines. Les turcos et les spahis construisent alors leur légende sur les champs de bataille de Froeschwiller et de Wissembourg, et toute une littérature populaire chante leurs faits d'armes. Pendant plus d'un demi-siècle, plus d'un million d'hommes de tous les Suds vont passer ici pour participer à des conflits qui, bien souvent, n'étaient pas les leurs : guerriers zoulous, maoris, tirailleurs et spahis algériens, tunisiens[3], goums marocains, tirailleurs kanaks, tahitiens, sénégalais, somalis, malgaches, *gurkhas* de l'armée des Indes et autres *Lính tâp* vietnamiens[4] sans oublier les travailleurs chinois, égyptiens, kabyles… libérateurs ou derniers remparts face aux conquérants allemands. Ces soldats concrétisent pour les Français du Nord-Est un rapport à l'altérité qui inaugure une longue relation faite d'affects contradictoires. De retour au pays, ces combattants vont eux-mêmes diffuser une image de la France. Ces regards vont conditionner un siècle d'échanges interculturels et auront un large impact sur les relations entre la France et ses outre-mers.

Les différentes strates d'une présence

À travers huit générations, c'est un certain nombre de conjonctures, de dates charnières qui s'imposent et que l'on retrouve dans cet ouvrage. La relation ambivalente qui émerge en 1870[5] se prolonge dans l'univers exotique et publicitaire. Tout d'abord en 1887, avec la création du palais du Congo à Roubaix[6], puis avec les différentes exhibitions ethnographiques régionales, avant de connaître un apogée, entre 1909 et 1911, avec les expositions coloniales de Nancy et de Roubaix[7]. À partir de 1914, avec l'appel à l'empire, ce sont plusieurs centaines de milliers de combattants et de travailleurs qui pendant quatre ans séjournent ici. C'est alors une césure essentielle[8], dans la mesure où le nombre des combattants et des travailleurs recrutés pour l'effort de guerre engage un contact d'une ampleur jusqu'alors inconnue, touchant une large frange de la population locale.

Au sortir de ce conflit meurtrier, alors que les troupes coloniales occupent la Rhénanie, émerge outre-Rhin une haine raciale, la « *honte noire* », diffusée et attisée par les ligues et les nationalistes allemands[9]. Simultanément, entre 1920 et 1930, une immigration algérienne[10] et marocaine s'insère dans

---

[3] DEROO Éric et LE PAUTREMAT Pascal*, Héros de Tunisie, spahis et tirailleurs d'Ahmed Bey 1er à Lamine Bey (1837-195),* Tunis, Cérès Editions, 2005.

[4] DEROO Éric et RIVES Maurice, *Les Lính tâp. Histoire des militaires indochinois au service de la France (1859-1960)*, Paris, Lavauzelle, 1999.

[5] LLOPIS Jean-Marie, *1870. Les Turcos en Alsace. Images et représentations des tirailleurs algériens à travers leur participation aux combats de Wissembourg et de Froeshwiller (de 1870 à nos jours)*, mémoire de maîtrise, université de Strasbourg 2, 1999.

[6] MAURY Gilles, « Sur la piste des éléphants. De l'Afrique à l'Inde, références orientales à la fin du XIXe siècle : le cas du Palais du Congo », in Nathalie Bertrand (dir.), *L'Orient des architectes*, Aix-en-Provence, Publications de l'université de Provence, 2006.

[7] HAZARD Matthieu, *L'Exposition internationale du nord de la France, Roubaix 1911*, mémoire de maîtrise, université de Lille 3, 2003.

[8] CHAMPEAUX Antoine et DEROO Éric, *La Force noire. Gloire et infortune d'une légende coloniale*, Paris, Tallandier, 2006.

[9] LE NAOUR Jean-Yves, *La Honte noire*, Paris, Hachette, 2003.

[10] STORA Benjamin, *Ils venaient d'Algérie. L'Immigration algérienne en France (1912-1992)*, Paris, Fayard, coll. Enquêtes, 1992.

l'économie locale, suscitant une xénophobie croissante[11] et la marginalisant, y compris au sein de la classe ouvrière. À l'heure du nouveau conflit mondial, une autre génération de combattants est mobilisée dans l'empire et gagne la région. Après de longs mois d'attente, la défaite est vécue comme une double humiliation par ces hommes : vaincus, comme les autres Français mobilisés, ils sont en outre prisonniers dans des camps spécifiques, les Frontstalags installés en France. Lors de la victoire, pour la troisième fois, les troupes coloniales sont perçues comme des « libérateurs », et leur engagement est désormais inscrit dans tout l'espace régional à travers une multitude de monuments[12], cimetières et plaques commémoratives.

L'après-Seconde Guerre mondiale initie une nouvelle période, caractérisée par l'augmentation constante des flux migratoires coloniaux puis postcoloniaux, liée à la reprise de l'activité minière et sidérurgique comme à l'essor industriel. Dans le même temps, les guerres d'Algérie et d'Indochine amènent nombre de ressortissants à militer en faveur de l'indépendance, rendant visibles la présence et l'action des immigrés, engagement militant qui cessera avec le rapatriement des harkis et des pieds-noirs.

Au tournant des années 70, avec le regroupement familial et l'arrêt de l'immigration, une étape est franchie. La sédentarisation, l'investissement progressif de la vie publique — à travers la participation associative et politique ou l'implication dans des manifestations culturelles de plus en plus nombreuses — et la fin programmée des activités sidérurgiques et minières entraînent des bouleversements sociaux touchant directement les immigrés des Suds et leurs enfants. Alors qu'une génération émerge, la crise économique, sociale et urbaine s'aggrave. En 2005, les révoltes des quartiers populaires vont révéler aux médias et au pays la situation que connaît une grande partie de ces populations migrantes ou issues de l'immigration des Suds. Au cours de ces années, les politiques migratoires se font plus restrictives et sécuritaires, comme en témoignent les clandestins de Sangatte[13].

On le découvre, au fil des pages de cet album, le Nord-Est est l'un des *creusets français* de l'histoire des immigrations dans le siècle[14], avec tous ses particularismes. Rien à voir avec Marseille, port ouvert sur les outre-mers, ni avec Lyon, véritable capitale d'empire, ni avec Paris, qui attire les élites, ni avec l'axe Bordeaux-Toulouse-Montpellier, qui fixe une immigration de travail spécifique. Dans le Nord-Est, la présence en nombre des militaires a prédominé, avant que les flux massifs des travailleurs de l'après-guerre n'imposent une figure du « travailleur immigré ». C'est cette histoire que proposent de découvrir les contributeurs — parmi les meilleurs spécialistes de l'histoire régionale, de l'histoire sociale et culturelle de l'immigration, de l'histoire militaire ou des sociologies des différentes populations présentes — rassemblés ici.

---

[11] SCHOR Ralph, *L'Opinion française et les étrangers en France (1919-1939)*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1985, et LEROY Sabine, *La Xénophobie, le racisme et l'antiracisme dans le Nord pendant l'entre-deux-guerres à travers la presse régionale*, mémoire de maîtrise, université de Lille 3, 1982.

[12] BECKER Annette, *Les Monuments aux morts. Mémoire de la Grande Guerre*, Paris, Errance, 1988.

[13] LEGEAIT François, *Destins clandestins. Les Réfugiés après Sangatte*, Paris, Éditions de Juillet, 2006, et CARRÈRE Violaine, « Sangatte et les nasses aux frontières de l'Europe », *Projet*, n° 272, 2002.

[14] FERRY Vincent, GALLORO Piero et NOIRIEL Gérard (dir.), *Vingt Ans de discours sur l'intégration*, Paris, L'Harmattan, 2005.

D'une histoire nationale à l'histoire régionale

Cet ouvrage poursuit une série de monographies sur les immigrations des Suds en France[15]. Toute notre démarche est de chercher à délimiter les grandes régions historiques — excédant bien sûr les frontières administratives — qui forment la constellation des espaces de l'immigration. Il s'agit de repérer les rythmes propres, les chronologies spécifiques, les configurations singulières qui définissent chaque ensemble régional. L'histoire de l'immigration n'est pas une mais plurielle, et chacune d'entre elles, si elle est unique, s'articule aussi avec les autres.

Aussi, on ne peut confondre les migrations inter-européennes avec les immigrations arrivant des Suds (même si les croisements et des similitudes existent), comme on ne peut porter un regard identique sur l'histoire des travailleurs marocains dans les mines du Nord[16], celle des troupes coloniales lors des deux conflits mondiaux ou celle des dockers chinois à Dunkerque[17]. De même, et contrairement à une histoire de l'immigration marquée par le marxisme, celle-ci ne se résume ni ne s'épuise dans l'immigration de travail[18] : on doit s'attacher aussi et simultanément aux centaines de milliers de soldats de passage, aux politiques, artistes et intellectuels ouvrant sur les cultures créolisées, les univers associatifs communautaires, les influences musicales, picturales, architecturales… générés par cette histoire.

Ainsi, cet ouvrage voudrait faire découvrir une histoire ignorée, celle des immigrations des Suds qui, dans chaque territoire, ont contribué, en participant à la vie économique, militaire, politique, intellectuelle, à l'Histoire tout court. Ce n'est en effet que très récemment que la question de l'immigration a commencé à susciter l'intérêt public.

Répondre en partie à cet enjeu, à partir de la collecte et du décodage des récits et des images, est l'un des objectifs de cet ouvrage, construit autour de plusieurs axes. Tout d'abord, en s'intéressant aux immigrations des Suds, nous sommes amenés à articuler histoire coloniale et postcoloniale et histoire de l'immigration[19], puisque les flux migratoires des Suds proviennent en grande partie de l'empire ou de l'ex-empire. Les autres immigrations, notamment inter-européennes, mieux étudiées, ne sont bien sûr pas ignorées, mais elles ne sont pas centrales dans ce livre car elles participent d'autres

---

[15] BLANCHARD Pascal et DEROO Éric (dir.), *Le Paris Asie*, Paris, La Découverte, 2004 ; BLANCHARD Pascal, DEROO Éric et MANCERON Gilles, *Le Paris noir*, Paris, Hazan, 2001 ; BLANCHARD Pascal, DEROO Éric, EL YAZAMI Driss, FOURNIÉ Pierre et MANCERON Gilles, *Le Paris arabe*, Paris, La Découverte, 2003 ; BLANCHARD Pascal et BOETSCH Gille (dir.), *Marseille porte sud*, Paris/Marseille, La Découverte/Jeanne Laffitte, 2005 ; BLANCHARD Pascal (dir.), *Sud-Ouest, porte des outre-mers*, Paris, Milan, 2006 ; BANCEL Nicolas, BENCHARIF Léla et BLANCHARD Pascal (dir.), *Lyon capitale des outre-mers*, Paris, La Découverte, 2007. Cette série s'achèvera avec un ouvrage portant sur le Grand Ouest (du Havre à La Rochelle, en intégrant la région Centre, les Pays de la Loire, les deux Normandie, le Poitou-Charentes et la Bretagne).

[16] EL HARIRI Amina, *Les Marocains dans les houillères du Nord-Pas-de-Calais et leurs relations avec le pays d'origine : fermeture des mines, retour et réinsertion au pays*, thèse de doctorat, université de Poitiers, 1994 ; EL MOUBARAKI Mohammed, *Marocains du Nord. Entre la mémoire et le projet*, Paris, L'Harmattan/Ciemi, 1989 ; CEGARRA Marie, « Du bled au terril : les mineurs marocains dans le Nord », *Hommes et migrations*, n° 1192, novembre 1995.

[17] FOURNIER Nicolas, *Les Travailleurs chinois à Dunkerque entre 1917 et 1921*, Dunkerque, Ville de Dunkerque, 2005.

[18] STORA Benjamin et TEMIME Émile (dir.), *Immigrances. L'Immigration en France au XXe siècle*, Paris, Hachette Littératures, 2007.

[19] LORCIN Patricia, *Kabyles, Arabes, Français : identités coloniales*, Limoges, Presses universitaires de Limoges, 2005.

parcours[20]. Les immigrés sont ici, principalement, les colonisés ou ex-colonisés, des soldats de l'empire mais aussi ces centaines d'artistes, d'intellectuels, d'étudiants en formation, de figurants des tournées ethnographiques, de sportifs engagés dans les clubs, qui viennent dans la région, sans oublier les « rapatriés » ou les harkis[21] qui arrivent au moment de la fin du « rêve impérial ».

Pour raconter cette histoire, nous nous sommes appuyés sur une somme de travaux très importante — comme le montre la bibliographie en annexe. Ces recherches et publications prouvent qu'il existe une dynamique de recherche réelle de Strasbourg[22] à Lille[23], de Metz[24] à Nancy[25], de Dunkerque[26] à Roubaix[27], de Valenciennes[28] aux espaces picards[29], consacrée à l'exploration de ces présences migratoires dans toutes leurs dimensions. Nous avons également rassemblé les documents les plus divers — sources archivistiques et iconographiques —, en obéissant à un double but : saisir tant l'histoire concrète des immigrations des Suds que le regard porté par la « société d'accueil » sur celles-ci. Ce livre et les cinq cents images rassemblées voudraient être au cœur de cette ambition : penser l'immigration en prenant en compte les conditions de l'exil, de l'arrivée, de l'installation et — souvent — du retour, mais aussi en étudier les perceptions à travers les discours publics et les images. Ce dernier point constitue un long processus de construction et de transformation des représentations des immigrés.

Dans ce sens, l'image — source souvent négligée, parfois mal maîtrisée ou utilisée de façon exclusivement anecdotique ou illustrative[30] — joue un rôle central dans cet ouvrage. À travers l'iconographie apparaissent des modes de perception de l'immigré — la surproduction d'icônes ou leurs manques se révèlent —, qui indiquent un balancement régulier entre hommage et rejet[31], nous plongeant au cœur de l'intimité et du quotidien de l'immigration.

De la naissance d'une culture coloniale à la Grande Guerre

---

[20] DEWITTE Philippe (dir.), *Immigration et intégration, l'état des savoirs*, Paris, La Découverte, 1999.

[21] WITHOL DE WENDEN Catherine (dir.), « Les harkis et leurs enfants », *Hommes et migrations*, n° 1135, septembre 1990, et BOULHAÏS Nordine, *Histoire des harkis du nord de la France*, Paris, L'Harmattan, 2005.

[22] BRABANT Jacques, *La Population marocaine en Alsace*, rapport présenté sous la responsabilité du GERIM/FAS, octobre 1995.

[23] CEGARRA Marie, CHOVAUX Olivier, DAMIANI Rudy, DUMONT Gérard, GENTY Jean-René et PONTY Janine, *Tous gueules noires. Histoire de l'immigration dans le bassin minier du Nord-Pas-de-Calais*, Lewarde, Centre historique minier du Nord-Pas-de-Calais, n° 8, 2004.

[24] MA MUNG Emmanuel et SIMON Gilles, *Commerçants maghrébins et asiatiques en France. Agglomération parisienne et villes de l'Est. Étude de l'implantation des populations maghrébines à Strasbourg et à Metz*, Paris, Masson, 1990.

[25] ROTH François (dir.), *Lorraine, terre d'accueil et de brassage des populations*, actes du colloque de Longlaville, 12 et 13 octobre 2000, Nancy, Presses universitaires de Nancy, 2001.

[26] HERNANDEZ Jean-Pierre, *Alors, au port, t'en souviens-tu ? Les Dockers à Dunkerque de 1900 à 1939*, Dunkerque, Éditions Hernandez, 2002.

[27] BATAILLE Philippe et WIEVORKA Michel, « Crise industrielle, immigration et politique municipale. L'expérience de la ville de Roubaix », *Passerelles*, n° 4, printemps 1992.

[28] ELOY Jacques, *L'Action sociale pour les Nord-Africains dans le Valenciennois : pratique et discours*, thèse de doctorat, université de Paris X, 1978.

[29] ELOY Jean-Michel, BLOT Denis, CARCASSONNE Marie et LANDRECIES Jacques, *Français, Picard, immigration. Une enquête épilinguistique*, Paris, L'Harmattan, 2003.

[30] NOIRIEL Gérard, *Gens d'ici venus d'ailleurs. La France de l'immigration de 1900 à nos jours*, Paris, Le Chêne, 2004.

[31] SAYAD Abdelmalek, *Immigration ou les Paradoxes de l'altérité*, Bruxelles, De Boeck, 1991.

Le fait colonial — dans une perspective de propagande missionnaire ou économique — a toujours été popularisé dans le Nord-Est. Entre les musées lillois — du musée des Beaux-Arts de Lille[32] (et ses collections d'ethnographie africaines) au Musée commercial et colonial créé en 1884[33] —, l'Institut colonial de Nancy et la Société de géographie lilloise[34], les exhibitions et cycles de conférences à Strasbourg ou les villages africains reconstitués, c'est une *culture coloniale* qui s'impose rapidement et concurrence celle des pays frontaliers.

En effet, depuis 1894, un Institut colonial international a été fondé à Bruxelles sous l'égide du Français Joseph Chailley, qui prendra une part active dans l'organisation de la grande exposition coloniale de Tervuren en 1897. En Allemagne, les ligues coloniales sont entreprenantes, notamment en Alsace-Lorraine[35]. En Suisse (depuis Bâle et Lausanne) et en Allemagne (depuis Hambourg) se trouvent les deux sociétés organisatrices d'exhibitions ethnographiques les plus importantes, qui vont s'exporter dans toute l'Europe. De l'autre côté de la frontière, en France, l'attrait pour l'exotisme va croissant[36], et de 1903 à 1906 le Nord connaît une vague[37] sans précédent de « villages noirs », à Reims en 1903, puis à Arras et à Lille et, enfin, à Amiens en 1906. Dans le même mouvement, Liège reçoit un village noir en 1905, puis Nancy fait de même en 1909, après Calais en 1908. Mais c'est à Roubaix en 1911 qu'une étape majeure est franchie, avec une importante exposition coloniale qui rivalise avec les manifestations bordelaise de 1895, lyonnaise de 1894, marseillaise de 1906, ou parisienne de 1906 et 1907[38].

Le Nord s'engage résolument dans le soutien à l'entreprise impériale et tente de rapprocher des lointains coloniaux. En effet, en 1911, c'est un empire en miniature que les organisateurs proposent aux visiteurs, figuré par un palais de l'AOF — copie du pavillon colonial français de l'exposition de Bruxelles de 1910 —, un palais de l'Algérie et de la Tunisie — dont l'objectif est de donner le sentiment de l'unité de l'Afrique du Nord française —, une maison-mirador malgache et un immense palais de l'Indochine. Après un bref passage au pavillon du ministère des Colonies avec son style mauresque et son minaret, une découverte du palais de la Métropole (et ses neuf cents exposants) qui évoque les vieilles colonies de Guyane et de Martinique, puis un coup d'œil à la « *maison démontable coloniale* », le visiteur se dirige vers le pavillon de l'AEF, véritable fourre-tout avec ivoire, trophées de chasse, plantes tropicales, et diorama « indigène ». Enfin, après une visite aux souks tunisiens (en fait le pavillon de la presse coloniale), le public emprunte le petit train de l'exposition, passant devant le hangar colonial, le pavillon de l'Argentine, les jardins et le lac, avant de faire halte à l'autre bout de l'exposition au village sénégalais. C'est en quelque sorte le clou du *théâtre colonial* nordiste, avec

---

[32] BUCHANIEC Nicolas, *Les Expositions des beaux-arts dans le nord de la France durant la seconde moitié du XIXe siècle*, thèse de doctorat, université de Lille 3, 2006.

[33] VANDECASTEELE Dominique, *Histoire des musées industriel et commercial de Lille (1853-1914)*, mémoire de DEA, Conservatoire national des arts et métiers, 2004.

[34] REBOUL Jean-Louis, *Africanisme et société : la Société de géographie de Lille de 1880 à 1900*, mémoire de maîtrise, université de Lille 3, 1976.

[35] VAN DER HAYDEN Ulrich et ZELLER Joachim, *Kolonialmetropole Berlin*, Berlin, Berlin Editor, 2002.

[36] GOERG Odile, « Exotisme tricolore et imaginaire alsacien », *Revue d'Alsace,* n° 120, 1994.

[37] BANCEL Nicolas, BLANCHARD Pascal, BOËTSCH Gilles, DEROO Éric et LEMAIRE Sandrine (dir.), *Zoos humains. Au temps des exhibitions humaines*, Paris, La Découverte/Poche, 2004.

[38] LEPRUN Sylviane, *Le Théâtre des colonies. Scénographies, acteurs et discours de l'imaginaire dans les expositions (1855-1930)*, Paris, L'Harmattan, 1986.

près de cent quinze hommes, femmes et enfants arrivés le 2 mai 1911 (par Le Havre).

Cette exposition clôt une époque — celle du temps des colonies — et annonce une nouvelle période, qui va se concrétiser par l'arrivée des premiers travailleurs coloniaux dans les mines du Nord, et bientôt les soldats de tous les Suds mobilisés pour le conflit mondial. L'arrivée dans le Nord-Pas-de-Calais des premiers « travailleurs kabyles[39] » est concomitante de cet engouement pour les reconstitutions exotiques, et les deux phénomènes cohabitent dans la construction d'un regard sur les immigrés coloniaux. La présence de ces travailleurs s'explique par plusieurs facteurs. Le premier est propre à l'histoire coloniale de l'Algérie : la répression de la révolte de la Kabylie en 1871 provoque un vaste mouvement migratoire, notamment vers la Tunisie ou le Moyen-Orient. Celui-ci s'amplifie après le séquestre des terres et l'installation des colons (notamment d'Alsace-Lorraine). Enfin, la législation discriminatoire du Code de l'indigénat en 1881 contribue également à rendre la situation économique des populations locales très difficile. L'immigration, encore marginale, vers la France prolonge ce mouvement, contrecoup de la domination française et de l'intégration brutale de l'économie de l'Algérie à la France.

Dans l'enquête de 1912 du Gouvernement général de l'Algérie coordonnée en France par le directeur de l'Office de l'Algérie à Paris[40], la position du patronat en faveur du recrutement des immigrés coloniaux est fondée sur le fait qu'ils sont « *conciliants et doux* », à la différence des « *travailleurs flamands* ». L'argumentaire est similaire, à la même époque, à Marseille pour remplacer les travailleurs italiens (trop revendicatifs) par ces mêmes travailleurs kabyles. Débutant dans les années 1905-1906[41], cette *politique* favorable à l'immigration algérienne va trouver son apogée au cours du conflit et dans les années 1921-1923, pour être brusquement remise en cause au début des années 30. Dès les premières semaines de la Grande Guerre, le gouverneur Lutaud préconise d'ailleurs le maintien de cette main-d'œuvre en métropole pour relever les « *ruines accumulées dans le Nord et dans l'Est* » suite aux premiers combats. Recommandant une formation appropriée avant le départ (dans le bâtiment mais aussi dans le secteur agricole) et surtout une régularisation de « *l'émigration kabyle dans la métropole où la main-d'œuvre indigène se fait de plus en plus pressante* », les autorités civiles et militaires envisagent déjà d'installer ce flux migratoire à long terme. À la veille du conflit, on compte plus de mille cinq cents Kabyles dans les mines du Nord, alors qu'ils ne sont que quelques centaines dans l'Est. Ce mouvement se poursuit, d'autant qu'un arrêté du Gouvernement général de l'Algérie[42] de juin 1913 supprime le permis de voyage pour les travailleurs voulant venir en France, et annule *de facto* les mesures restrictives prises en 1874.

Dès 1914, les premières troupes d'outre-mer débarquent dans le Nord-Est et s'insèrent parmi les quatre millions six cent mille mobilisés. Tirailleurs

---

[39] SLIMANI-DIRECHE Karima, *Histoire de l'émigration kabyle en France au XXe siècle. Réalités culturelles et réappropriations identitaires*, doctorat d'histoire, Université de Provence, 1992.

[40] Cette enquête sera reprise dans ses conclusions principales par Octave Dupont, en septembre 1923, dans le *Bulletin de la Société d'économie sociale*.

[41] Une circulaire, datant de janvier 1905, avait supprimé les formalités de circulation des Algériens en France. SIMON Jacques, *L'Immigration algérienne en France, des origines à l'indépendance*, Paris, Paris-Méditerranée, coll. Documents, 2000.

[42] LE PAUTREMAT Pascal, *La Politique musulmane de la France au XXe siècle*, Paris, Maisonneuve et Larose, 2003.

marocains, algériens[43], tunisiens, sénégalais[44], malgaches et indochinois[45] ainsi que des spahis (cavaliers d'Afrique du Nord)[46], vont être très vite en première ligne. Aux côtés des troupes françaises, les Britanniques mobilisent aussi leur empire et les Hindous de l'armée anglaise des Indes arrivent à partir d'octobre 1914[47]. Puis, en 1918, les troupes américaines, comprenant de nombreux soldats afro-américains[48], arrivent en Europe. En 1916, pour subvenir aux besoins croissants de main-d'œuvre, un Service de l'organisation des travailleurs coloniaux (SOTC) voit le jour ; il est chargé de recruter en Afrique du Nord[49] et en Indochine[50] des milliers de travailleurs.

Quelque soixante-neuf mille Algériens, trente-cinq mille Marocains, dix-huit mille Tunisiens sont recrutés, une grande partie d'entre eux étant affectés à des formations de travailleurs militarisées, comme les quarante-neuf mille Indochinois qui arrivent plus tardivement en France. La pression économique est telle qu'un accord est signé entre la France et le gouvernement chinois pour l'envoi de travailleurs en Europe, afin de renforcer des contingents coloniaux insuffisants. Ils arriveront, notamment par Dunkerque, à partir d'avril 1917[51]. En octobre, à leur tour, les Anglais passeront un accord pour le recrutement de travailleurs chinois. Au total, c'est plus d'un million d'hommes des Suds qui débarquent alors en Europe. Le Nord-Est est la principale destination de ce déplacement, unique dans l'histoire des deux derniers siècles.

Sur le front du Nord-Est, près de vingt mille « soldats noirs », vingt-cinq mille combattants algériens et plus de deux mille Malgaches trouvent la mort. Le bilan est terrible et les traces mémorielles en région nombreuses. En 1918, avec la victoire, les régions frontalières du Nord-Est voient l'implantation de régiments coloniaux, composés de troupes indochinoises, malgaches et maghrébines, qui s'installent durablement dans le paysage[52]. Après le conflit, les travailleurs maghrébins sont de nouveau appelés dans le Nord[53]. Beaucoup, venus avant-guerre, sont restés (avec ou sans contrat de travail),

---

[43] RECHAM Belkacem, *Les Musulmans algériens dans l'armée française (1919-1945)*, Paris, L'Harmattan, coll. Histoire et perspectives méditerranéennes, 1996.

[44] RIESZ Janos et SCHULZ Joachim, *Tirailleurs sénégalais : présentations littéraires et figuratives de soldats africains au service de la France*, Francfort, Nerlay/Peter Lang, 1989.

[45] FAVRE-LE VAN HO Mireille, *Un milieu porteur de modernisation. Travailleurs et tirailleurs vietnamiens en France pendant la Première Guerre mondiale*, thèse de doctorat, École nationale des Chartes, 1986.

[46] DEGAND Hervé, *Couleurs de guerre, autochromes de la grande guerre, Reims et la Marne*, Paris, Éditions du patrimoine/Monum, 2006.

[47] GRESSIEUX Douglas, *Les Troupes indiennes en France (1914-1918)*, Saint-Cyr-sur-Loire, Alan Sutton, 2007.

[48] SBRAVA David et HERRLY Peter, *Des Américains dans la Grande Guerre*, Paris, ECPAD, 2007.

[49] GENTY Jean-René, *Des Algériens dans la région du Nord. De la catastrophe de Courrières à l'indépendance*, Paris, L'Harmattan, 2005, et *L'Immigration algérienne dans le Nord-Pas-de-Calais (1909-1962)*, Paris, L'Harmattan, 1999.

[50] RIVES Maurice, « Les travailleurs indochinois durant la guerre 1914-1918 », *Bulletin de l'ANAI*, octobre-novembre-décembre 1991.

[51] LIVE Yu-Sion, « Les travailleurs chinois et l'effort de guerre », *Hommes et migrations*, n° 1148, novembre 1991.

[52] REYMOND Gilles, *Rôle et place des troupes indigènes dans l'est de la France (1919-1939)*, mémoire de maîtrise, université de Strasbourg 2, 1995.

[53] FLESCH Thierry, *La Vision du Maghreb dans la presse régionale au XIXe siècle : l'exemple de la presse du Nord-Pas-de-Calais*, thèse de doctorat, université de Lille 3, 2001 et HORMI Abderrazak, *Les Migrations internationales. L'Immigration étrangère dans le bassin minier du Nord et du Pas-de-Calais : l'exemple des communautés marocaine et polonaise dans les houillères du bassin*, thèse de doctorat, université de Paris X, 1985.

au point qu'un rapport de la Compagnie des mines d'Anzin précise que le recrutement des Kabyles se fait aussi « *dans la masse flottante de la région* ». Au même moment, dans l'Est, des Indochinois ont la charge de la reconstruction des régions dévastées et à Dunkerque des travailleurs-dockers chinois sont encore présents sur le port. Sur toute l'étendue du territoire régional, de Lille à Strasbourg, les Français peuvent désormais, très régulièrement, croiser ou rencontrer des soldats[54] ou des travailleurs des Suds.

De la « *honte noire* » à la Libération

Au début de ces années 20, un débat domine les relations franco-allemandes autour de la présence de troupes coloniales indigènes françaises en Rhénanie. Des ligues allemandes, comme la Rettet die Ehre et surtout la Deutscher Notbund gegen die Schwarze Schmach[55], entretiennent des campagnes de diffamation qui ont un réel impact sur les populations allemandes, mais aussi en Alsace-Lorraine. Conférences, meetings, films, brochures et livres dénigrent sans relâche les troupes « noires », mais aussi maghrébines, au point que cette violence raciale sera reprise et amplifiée par le mouvement nazi naissant. Rien de surprenant donc que plusieurs pages soient consacrées à cette « humiliation » dans *Mein Kampf.* Face aux campagnes racistes — qui vont être menées d'avril 1920 jusqu'à la fin de 1923 — et à la pression internationale, les premiers soldats à quitter la Rhénanie seront les Sénégalais et les Malgaches.

Dans ce contexte, Strasbourg décide d'organiser, en 1924, une exposition coloniale afin de redorer quelque peu l'image de ces troupes et d'actualiser son message colonial. Ce sera la dernière dans le Nord-Est[56]. C'est un succès sans précédent (plus d'un million de visiteurs), avec pour attraction centrale un village africain reconstitué. Aux côtés des figurants africains, le public peut rencontrer des danseurs de Madagascar, des acteurs indochinois et des troupes indigènes cantonnées dans la XXe région militaire. L'Alsace-Lorraine est alors imprégnée d'une *culture coloniale*[57] comme elle ne l'avait jamais été auparavant.

L'immigration de travail est majoritairement dominée par des Algériens et des Marocains[58]. La présence asiatique se limite à quelques étudiants à Nancy, des dockers-marins à Dunkerque et à quelques troupes, qui ont très vite remplacé les Malgaches incapables de supporter les hivers rigoureux du Nord-Est. Le nombre d'Antillais ou d'originaires d'AOF est réduit à quelques sportifs (au Havre et à Calais notamment), à quelques soldats, étudiants ou dockers. Une étude de 1923 sur l'immigration maghrébine (commanditée par le

---

[54] DEROO Éric, BENOIT Christian et CHAMPEAUX Antoine, *Un rêve d'aventure. Des troupes coloniales aux troupes de marine (1900-2000)*, Paris, Lavauzelle, 2000.

[55] Littéralement, la « Ligue de la détresse allemande contre la honte noire », créée en 1920 à Munich.

[56] GARTNER Stéphane, *L'Exposition coloniale, agricole et industrielle de Strasbourg 1924*, mémoire de maîtrise, université de Strasbourg 2, 1994 ; AMOUGOU Emmanuel, *La Construction de l'inconscient colonial en Alsace. Un village nègre sous le froid*, Paris, L'Harmattan, 2002 et GONTIER ACKERMANN Séverine, *La Propagande coloniale à Strasbourg pendant l'entre-deux-guerres à travers* Les Dernières Nouvelles de Strasbourg, mémoire de maîtrise, université de Strasbourg 2, 1996, et

[57] BLANCHARD Pascal et LEMAIRE Sandrine (dir.), *Culture coloniale (1871-1931)*, Paris, Autrement, coll. Mémoires, 2003 ; CHALAYE Sylvie, *Du Nègre au Noir, l'image du Noir au théâtre*, Paris, L'Harmattan, 1998.

[58] ATOUF Elkbir, *Les Marocains en France de 1910 à 1965. L'Histoire d'une immigration programmée*, thèse de doctorat, université de Perpignan, 2002.

gouvernement) permet de bien connaître la typologie de l'immigration algérienne, à la veille d'un premier reflux qui voit de nombreux travailleurs repartir en Algérie[59]. En 1923, le commissariat spécial de Lens précise d'ailleurs que cette main-d'œuvre est « *de plus en plus délaissée, ses ouvriers étant considérés comme des travailleurs médiocres* », signe qu'au lendemain du conflit cette population est progressivement perçue comme « *indésirable* ».

L'enquête à l'échelle nationale réalisée par Georges Mauco[60] (*Les Étrangers en France*, 1932) — qui se propose de noter les étrangers en fonction de leur capacité d'assimilation — est un symptôme de la mauvaise image des travailleurs maghrébins au cours de l'entre-deux-guerres. Ils arrivent ainsi bons derniers, avec une note de 2,9 sur 10, à la différence des Belges (9 sur 10), des Polonais (6,4), des Chinois (6,1) et des Grecs (5,2). À partir de 1923-1924, on note un premier ressac — dans le Nord-Est comme dans le reste de la France — des flux migratoires en provenance des colonies. Les instructions ministérielles d'août et septembre 1924 et les circulaires spécifiques pour l'Algérie du dernier trimestre de la même année restreignent l'immigration : il faut désormais pour intégrer les entreprises du Nord-Est être titulaire d'un contrat de travail, d'un certificat médical et d'une carte d'identité avec photographie. Ces mesures sont renforcées par celles prises en 1926 et en 1928, imposant par exemple des cautionnements et l'assurance que le postulant peut financer son retour en Algérie. Ces restrictions, ainsi que la politique de sélection par profession — dite de « quotas » — mise en œuvre pour les étrangers à partir d'août 1932, alors que la France est frappée par la crise économique, vont stabiliser puis réduire la présence de travailleurs coloniaux dans le Nord-Est. Le décret du 17 juillet 1936 rétablit la circulation avec l'Algérie, abrogeant les mesures de 1926-1928. Mais cette politique est rapidement abandonnée et les mesures restrictives sont à nouveau mises en place entre 1936 et 1938 (mesure sur les carnets sanitaires), limitant la venue d'une nouvelle génération de migrants à la fin des années 30[61].

Si les Algériens échappent en partie à ces mesures, les Tunisiens et les Marocains sont soumis aux mêmes contraintes que les étrangers visés par les dispositions du décret-loi de mai 1938[62]. Tout au long de ces années, la « gestion » de l'immigration va se structurer en quatorze régions en France, le Nord-Est étant subdivisé en cinq grands ensembles, particularité qu'explique sa situation frontalière. Cette gestion de la présence étrangère s'organise autour de centres de contrôle, qui sont aussi des dépôts de travailleurs — depuis Lille, Strasbourg, Toul, Nancy et Saint-Louis/Bâle —, que relaye un ensemble de commissariats spéciaux sur la frontière de Boulogne et Dunkerque jusqu'à Mulhouse.

La deuxième vague de reflux (après celle de 1923-1924) et de sous-emploi des populations « coloniales » restées dans la région, au début des années 30, s'accompagne d'une grave crise xénophobe. La presse locale stigmatise ces travailleurs et parfois les soldats : le moindre fait divers est associé à la présence des « *bicots* », liant explicitement l'immigration

---

[59] GENTY Jean-René, 2005, *op. cit.*

[60] Georges Mauco deviendra l'un des spécialistes de ces questions et un acteur des politiques gouvernementales en matière d'immigration les vingt années suivantes.

[61] BARROS Françoise (de), « Les municipalités face aux Algériens : méconnaissances et usages des catégories coloniales en métropole avant et après la Seconde Guerre mondiale », *Genèses*, n° 53, décembre 2003.

[62] SALAH Ali, *La Communauté algérienne dans le département du Nord*, Lille, Presses universitaires de Lille, 1974.

maghrébine à la criminalité, au vagabondage et au défaut d'hygiène. Pourtant, au moment où un nouveau conflit s'annonce, l'état-major s'appuie sur les troupes coloniales stationnées dans le Nord-Est et un nouvel « appel à l'empire » voit l'arrivée régulière de soldats depuis les colonies.

Après la défaite, aussi subite que traumatisante pour l'armée de l'empire, les envahisseurs, refusant de garder les prisonniers indigènes ou « de couleur » en Allemagne, les renvoient en France dans le cadre de Frontstalags[63]. Mais auparavant, en certains points du front, à l'issue des combats, de nombreux tirailleurs sénégalais sont massacrés par les Allemands, alors qu'entre Abbeville et Amiens ceux de la 7e division d'infanterie coloniale sont volontairement séparés des troupes métropolitaines et fusillés. Cette violence est un héritage de la Grande Guerre et de la campagne autour de la « *honte noire* » qui a été entretenue pendant toutes les années 20-30 par la propagande nazie.

Pendant quatre ans, la plus grande partie du Nord-Est est intégrée au Reich allemand, alors que le reste du territoire est en zone occupée. Les travailleurs coloniaux, après avoir quitté en masse le nord et l'est de la France en se repliant sur la région parisienne — certains seront rapatriés en Afrique du Nord avec l'accord des Allemands —, sont ensuite mobilisés pour l'effort de guerre, et les prisonniers coloniaux sont recrutés par les troupes d'occupation pour des travaux forestiers, agricoles ou routiers[64]. Dans le même temps, le régime nazi demande de plus en plus d'hommes en Allemagne et des travailleurs issus de l'empire sont envoyés d'outre-Rhin[65]. Ainsi, en 1942, les Allemands recrutent quinze mille Maghrébins, dont une grande partie arrive dans le Nord-Est, et l'année suivante cinq mille travailleurs sont transférés du Sud-Ouest vers l'Est[66].

Alors que nombre de prisonniers s'évadent pour rejoindre la Résistance, que la majorité connaît des conditions de vie difficiles, le débarquement en Normandie puis celui en Provence annoncent une prochaine libération. Dès juin 1944, des prisonniers de guerre africains rejoignent le maquis Lorrain XV, suivis par d'autres ralliements aux maquis de Moncel-sur-Seille et aux groupements FFI du Territoire de Belfort. Dans le Nord, les Ardennes, les Vosges, le Territoire de Belfort, en Meurthe-et-Moselle, de petits groupes d'anciens tirailleurs participent aux combats de la libération[67]. Arrivent ensuite les unités de la 2e DB débarquées en Normandie en août 1944 et celles de la 1re armée débarquées en Provence, qui libèrent l'est de la France avec des troupes originaires d'Afrique noire, d'Afrique du Nord, de Nouvelle-Calédonie, d'Indochine, du Liban, de Polynésie ou de Madagascar.

---

[63] DURAND Yves, *La Captivité, histoire des prisonniers de guerre français (1939-1945)*, Paris, Fédération nationale des combattants d'Algérie, Tunisie, Maroc, 1981.

[64] En octobre 1943, Vichy ne recense plus que six cents travailleurs « libres » dans le Pas-de-Calais.

[65] GARNIER Bernard, QUELLIEN Jean et PASSERA Françoise, *La Main-d'œuvre française exploitée par le IIIe Reich*, actes du colloque international des 13-15 décembre 2001, Caen, Centre de recherche d'histoire quantitative, 2003.

[66] PETIT Alain, « Vivre dans le bassin minier du Nord-Pas-de-Calais sous l'Occupation (1939-1945) », *Revue du Nord*, hors série, Villeneuve-d'Ascq, université de Lille 3, 2001.

[67] RIVES Maurice et DIETRICH Robert, *Héros méconnus. Mémorial des combattants d'Afrique Noire et de Madagascar (1917-1918/1939-1945)*, Paris, association Frères d'Armes/Lavauzelle, 1993, et « Les tirailleurs africains et malgaches dans la Résistance », *Africultures*, n° 68, juillet-septembre 2005. Ainsi que DEROO Éric et RIVES Maurice, *op.cit.*

L'heure de la victoire approchant, les contingents africains sont progressivement « blanchis[68] » et seuls les Nord-Africains, après avoir libéré Belfort, franchissent le Rhin et entrent en Allemagne. Les troupes coloniales, avant d'être rapatriées dans l'empire, sont ponctuellement associées aux cérémonies de la victoire, sans pour autant que l'hommage qui leur est alors rendu soit à l'aune du sacrifice consenti. Au même moment, survient, à un rythme constant et selon un flux continu[69], une nouvelle vague de travailleurs coloniaux pour participer à la reconstruction de ces régions dévastées par le conflit.

Des Trente Glorieuses au présent

Si l'immigration d'origine européenne reste majoritaire, jusqu'au début des années 70 celle issue d'Algérie va croître de façon régulière[70] et l'ONI (Office national d'immigration), créé au sortir de la guerre, organise partiellement la venue de cette main-d'œuvre, qu'il répartit dans toutes les industries, les mines et la sidérurgie locales. La croissance de l'immigration, notamment celle originaire d'Algérie, est impressionnante. Dans le Nord-Pas-de-Calais, le nombre de travailleurs est multiplié par cinq entre la fin des années 40 et la fin des années 60, alors que, dans la même période, les mines du Nord recrutent de plus en plus de travailleurs marocains[71] (un bureau de recrutement sera même installé à demeure à Lille en 1950). Certaines villes, comme Roubaix, voient leur démographie profondément modifiée. L'immigration algérienne y est alors aussi importante que la présence polonaise, alors la deuxième après les Belges.

L'immigration sera régulière jusqu'en 1958 pour répondre à la croissance économique, mais la situation sanitaire et le logement posent de plus en plus de problèmes. Dans les années 50, un rapport rédigé par le secrétariat social de Lille à la demande de l'évêché souligne que 50 % des travailleurs coloniaux sont sans emploi et qu'un cinquième vit à la marge de la société. En outre, l'exclusion sociale se double d'un regard de plus en plus négatif à leur égard[72]. La guerre d'Algérie a un écho immédiat chez les immigrés, et les grèves et manifestations de soutien à la guerre d'indépendance vont se succéder. Alors que le Nord reste messaliste (MTLD puis MNA[73]) et s'oppose au FLN (Front de libération national)[74], l'Est se rallie à ce dernier. Tout au long du conflit, la rivalité entre le MNA et le FLN est d'une violence extrême[75], laissant de profondes traces au sein de la communauté algérienne.

Au lendemain de ce conflit, la situation des travailleurs originaires du Maghreb ne s'améliore guère et les conditions d'habitat sont encore

---

[68] AUBAGNAC Gilles, « Le retrait des troupes noires de la première armée à l'automne 1944 », *Revue historique des armées*, n° 2, 1993.

[69] SCHOR Ralph, *Histoire de l'immigration en France*, Paris, Armand Colin, 1996.

[70] ASSOULINE David et LALLAOUI Mehdi, *Un siècle d'immigrations en France. Du chantier à la citoyenneté ? (1945 à nos jours)*, Paris, Syros, coll. Au nom de la mémoire, 1997.

[71] HORMI Abderrazak, *Les Migrations internationales. L'Immigration étrangère dans le bassin minier du Nord et du Pas-de-Calais : l'exemple des communautés marocaine et polonaise dans les houillères du bassin*, thèse de doctorat, université de Paris X, 1985, et EL MOUBARAKI Mohammed, *Marocains du Nord. Entre la mémoire et le projet*, Paris, L'Harmattan/Ciemi, 1989.

[72] Ainsi, le journal *Nord-Éclair* ne titre-t-il pas, le 14 août 1949, « La nuit, il faut se méfier des Arabes rôdeurs ».

[73] MTLD : Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques. MNA : Mouvement national algérien.

[74] GENTY Jean-René, *La Guerre d'Algérie et les populations du Nord-Pas-de-Calais (1954-1962)*, thèse de doctorat, université de Lille 3, 1983.

[75] MUELLE Raymond, *Sept Ans de guerre en France (1954-1962)*, Paris, Grancher, 1994.

dramatiques. Des contingentements annuels de l'immigration sont fixés tout au long des années 60[76]. Le racisme « anti-arabe[77] » connaît une recrudescence au cours des années 1969-1972[78]. Très vite le visage de l'immigration se modifie, avec le regroupement familial, puis avec la fermeture des frontières en 1974.

La toute dernière période traitée dans ce livre, qui commence au milieu des années 70, est sans doute celle des paradoxes : entre une nouvelle génération qui émerge (notamment les travailleurs marocains dans les mines depuis la convention franco-marocaine signée en 1963), les générations suivantes qui cherchent leur place dans la société française, les militants qui tentent au début des années 80 de réveiller les « vieux principes » d'égalité, les banlieues qui s'enfoncent dans une crise sociale et économique permanente et l'islam qui est perçu comme un danger de plus en plus manifeste pour la République. Pour autant, se structure ici une présence qui désormais fait souche et prend part activement au destin du Nord-Est[79].

De Calais à Metz, de Dunkerque à Strasbourg, de Lille à Verdun, de Lens à Amiens, la crise économique frappe en premier lieu le monde ouvrier et le prolétariat immigré, conduisant une large frange de la population étrangère au chômage et à la misère. C'est la fin d'un monde dans la sidérurgie[80], les mines ou le textile. En 1977, par exemple, les houillères du Nord cessent le recrutement des travailleurs marocains. Alors que ces régions s'enfoncent dans la crise et le sous-emploi[81], l'arrivée des *boat people* passe presque inaperçue[82], comme les révoltes des harkis qui réclament la fin des camps de transit.

Pour sortir de l'invisibilité, la deuxième génération de Strasbourg, Mulhouse, Colmar, Nancy ou Metz s'engage dans les marches et mouvements de 1983 et de 1984[83]. La prise de conscience politique[84] grandit ces années-là[85]. Au même moment s'intensifie une vague migratoire turque, qui a débuté dans les années 70, alors qu'un nouveau flux de migrants originaires d'Afrique noire et d'Asie du Sud-Est s'installe progressivement dans le Nord. Sénégalais, Vietnamiens, Comoriens, Guinéens ouvrent commerces et échoppes, organisent leurs cultures dans moult associations et balisent le territoire de lieux de restauration, introduisant leurs cuisines dans les villes du Nord. Dans

---

[76] Le dernier accord de décembre 1968 fixe le flux de travailleurs algériens annuels à trente-cinq mille. Ce quota sera réduit à vingt-cinq mille en janvier 1972, au moment où la politique française se tourne vers un recrutement intra-européen en matière migratoire.

[77] GUIDICE Fausto, *Arabicides*, Paris, La Découverte, coll. Enquêtes, 1992.

[78] GASTAUT Yvan, *L'Immigration et l'opinion en France sous la Ve République*, Paris, Le Seuil, coll. XXe siècle, 2000.

[79] LAFFORT Bruno, *Que sont les Marocains devenus ? Les Marocains arrivés dans le Nord-Pas-de-Calais à la fin des années soixante pour étudier. Parcours et récits de ceux qui sont restés*, Paris, Karthala, 2007.

[80] BONNET Serge, *L'Homme du fer. Mineurs de fer et ouvriers sidérurgistes lorrains (1960-1973)*, t. III, Nancy, Presses universitaires de Nancy/Éditions Serpenoise, Metz, 1984.

[81] NOIRIEL Gérard, *Longwy, immigrés et prolétaires (1880-1980)*, Paris, PUF, 1984.

[82] SIMON-BAROUH Ida, « Migrations et vie en France des populations originaires du Cambodge, du Laos, du Viêt Nam et de leurs descendants », *Passerelles*, n° 14, 1997.

[83] BOUAMAMA Saïd, *Dix Ans de marche des beurs. Chronique d'un mouvement avorté*, Paris, Desclée de Brouwer, 1994.

[84] LEVEAU Rémy et WITHOL DE WENDEN Catherine (dir.), *Modes d'insertion des populations de culture islamique dans le système politique français*, Paris, Centre d'études et de recherches internationales, 1991.

[85] BOUBEKER Ahmed et GALLORO Piero, *Histoire et mémoires des immigrations en Lorraine*, Rapport au Fasild, Metz, ERASE-2L2S, 2007.

l'Est, kebab-shops, snacks kurdes et petites boutiques s'insèrent dans le paysage d'Alsace-Lorraine.

Dans ce contexte, la relégation des quartiers populaires contribue à l'expression désordonnée d'une révolte : les fins d'année résonnent au rythme des voitures brûlées et les cités du Neuhof à Strasbourg, des Biscottes à Lille, de La Petite Hollande à Montbéliard et de Woippy à Metz sont perçues et décrites comme des « réserves à problèmes ». Alors qu'un islam militant prend de plus en plus de poids localement, que le tissu associatif se couvre de structures communautaires de l'est au nord (entre 1987 et 1993), que des candidats issus de l'immigration se présentent aux élections (notamment à l'initiative de l'association Textures à Lille), les émeutes urbaines de 1993 à Tourcoing constituent un tournant symbolique important.

Ces régions ont subi de plein fouet la crise économique : si la population immigrée a progressé en France entre 1990 et 2004 en moyenne de 18,4 %, elle a ici plus qu'ailleurs reflué. Elle recule dans le Nord-Pas-de-Calais et la Lorraine (de 4 à 5 %), se stabilise en Picardie et Champagne-Ardenne, augmente sensiblement en Franche-Comté (11,5 %) et, c'est l'exception, va croître fortement en Alsace (40 %). En Alsace, parmi les quatre principaux groupes migrants, on note la présence des Turcs[86], des Marocains[87] et des Algériens, représentant près de 50 % de la population étrangère à la fin des années 90. Dans le Nord-Pas-de-Calais, à la même époque, les non Européens représentent la moitié de la population immigrée, avec une forte présence d'Algériens et de Marocains.

Un autre regard, une autre histoire, une autre mémoire…

En arrière-plan de ce contexte démographique, l'actualité locale balance entre mouvement des sans-papiers, émeutes urbaines et montée du Front national aux différentes élections[88]. Pourtant, nombre de festivals et de manifestations culturelles indiquent les dynamiques parallèles et par trop inaperçues liées à l'investissement associatif, à l'engagement citoyen et au métissage culturel. Or, les médias demeurent fascinés par la mise en exergue du « danger intérieur » représenté par les immigrés des Suds et leurs descendants, les émeutes de l'année 2005 constituant à cet égard un exemple frappant. Déjà, en 1996, ces fantasmes sécuritaires avaient pu se déployer, comme en témoigne l'ouvrage de Philippe Aziz (*Le Paradoxe de Roubaix*), largement relayé par *Le Point* et *Paris Match,* qui avait alors présenté Roubaix comme une « cité-laboratoire » où la majorité des habitants deviendrait inéluctablement « musulmane[89] ». Malgré les démentis, les réactions de la mairie, la démonstration que les informations étaient en grande partie tronquées ou fausses, le mythe continue d'être tenace.

Des premiers spectacles ethniques aux figurants des expositions coloniales, des travailleurs indochinois recrutés pendant la Grande Guerre aux travailleurs maghrébins des années 20, de l'implantation initiale des

---

[86] TAPIA Stéphane (de), « Les communautés turques d'Alsace centrale : une difficile insertion, un défi pour l'avenir », Communications au colloque des Sociétés savantes de Strasbourg, *Mutations d'espaces géographiques alsaciens et européens*, Paris, CTHS, 1989.

[87] BRABANT Jacques, *La Population marocaine en Alsace*, rapport présenté sous la responsabilité du GERIM/FAS, octobre 1995.

[88] BEAUD Stéphane et PIALOUX Michel, *Violences urbaines, violences sociales. Genèse des nouvelles classes dangereuses*, Paris, Fayard, 2003.

[89] BATAILLE Philippe et WIEVORKA Michel, « Exclusion sociale et racisme, l'exemple de Roubaix », *Hommes et migrations*, n° 1157, septembre 1992.

mouvements nationalistes coloniaux au soutien des immigrations indochinoise et algérienne à l'indépendance, des mouvements étudiants africains des années 50 à la participation progressive des immigrés des Suds à la vie politique locale au cours des années 60, de l'engagement dans les mouvements de grève consécutifs au démantèlement de la sidérurgie et de l'activité minière à la création de mouvements de travailleurs « arabes », des revendications citoyennes aux actions mémorielles actuelles… les immigrations des Suds se sont profondément insérées dans le paysage social, politique et culturel dans la région — même si elles restent souvent cantonnées à ses marges — et ont contribué à en construire l'histoire. Celle-ci est constitutive d'une multiplicité de mémoires et d'identités politiques, de métissages culturels incessants. Le nord-est de la France hérite d'un passé d'une grande richesse.

Aussi, dans le cadre de l'historiographie de l'immigration, cet ouvrage met en perspective la nécessité de *décentrer* l'histoire de l'immigration de celle du monde ouvrier. En effet, ce cadre de référence ne permet pas de comprendre l'expérience des héritiers de l'immigration, qui apparaît trop souvent sous l'angle exclusif d'une dérive liée à l'exclusion sociale et à la disparition des solidarités ouvrières. Il s'agit d'élargir le champ historique de l'immigration pour l'envisager dans une perspective globale. Dans cette perspective, l'enjeu n'est pas de chanter les louanges de mémoires oubliées, mais d'échapper à une simple logique de la domination pour comprendre comment s'opèrent des articulations nouvelles, des relations de sens qui peuvent se faire sur différentes échelles de temps et d'espace. Car l'héritage de l'immigration, c'est d'abord la capacité de se reconnaître ou de se référer pour échapper à la réification sociale.

Quand bien même cette histoire chercherait-t-elle encore ses formes, avec des porte-parole encore balbutiants, l'émergence d'une mémoire plurielle de l'immigration souligne la nécessité d'une révision critique du grand récit national, du fameux *modèle d'intégration*. Comment penser l'histoire aussi du point de vue de sa réception ou de sa réappropriation par une mémoire blessée ou oubliée, pour élargir ses sources et dépasser l'immigration des « peuples sans histoire ». Enfin, comment regarder ces images au-delà de clichés pour prendre toute la mesure de la mémoire qu'elle porte, sans pour autant se faire piéger par ces mêmes images. C'est en ce sens que l'immigration pose la question essentielle des *malentendus* entre histoire et mémoire. Et s'il est une ambition essentielle de cet ouvrage — comme pour les six autres qui l'ont précédé dans cette anthologie —, ce serait de lever ces *malentendus*.